

Iles Tuvalu

*Carol Farbotko
Taukiei Kitara*

Les Iles Tuvalu ont voté en faveur d'une séparation des Iles Gilbert en 1974. Quatre ans plus tard, le 1^{er} octobre 1978, l'archipel-nation qui comprend quatre îles coralliennes et cinq atolls accède à l'indépendance avant de faire son entrée aux Nations Unies en l'an 2000. Avec une superficie dépassant à peine 26 km² et 11 000 habitants, les Tuvalu sont l'État indépendant le plus densément peuplé du système onusien mais aussi le deuxième plus petit État en terme de population. Le point le plus élevé des îles se situe à 4,5 mètres au dessus du niveau de la mer.

Quatre-vingt-dix-sept pour cent des personnes vivant aux Iles Tuvalu sont des polynésiens. Ils parlent le tuvaluan (ou tuvalien), une langue polynésienne appartenant à la famille austronésienne.

Les Tuvalu sont une monarchie constitutionnelle. Le Parlement (Te Fale o Palamene) se compose de quinze membres élus au suffrage populaire dans huit circonscriptions tous les quatre ans. Il n'y a pas de partis politiques formels.

Ses principales activités économiques sont l'agriculture de subsistance et la pêche. Les licences de pêches accordées à des navires étrangers représentent également une source importante de revenu. Environ 10 pour cent de la main d'œuvre masculine travaillent comme marins dans l'industrie du transport maritime rapportant ainsi à des foyers des fonds provenant de devises étrangères. Les Tuvalu ont ratifié deux traités relatifs aux droits de l'homme – la Convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles n'ont pas encore ratifié la Convention n°169 de l'Organisation Internationale du Travail mais elles ont voté en faveur de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones en 2007.

La liberté d'expression et de réunion

Au début de l'année 2011, le gouvernement des Tuvalu a interdit les rassemblements de plus de dix personnes pendant quatorze jours. La loi relative à l'ordre public a été appliquée pour la première fois dans l'histoire du pays. En raison des dispositions d'urgence, toute réunion publique, tout défilé de protestation et toute fête communautaire étaient interdits.

A l'origine de cette interdiction, la marche de leaders et de membres de la communauté de l'île Nukufetau présents dans la capitale le 12 janvier 2011. Ils se sont rendus jusqu'au domicile à Funafuti de Lotoala Metia, son représentant au Parlement, pour lui demander sa démission.¹ Cette manifestation pacifique avait été organisée car M. Metia n'avait pas rencontré les « anciens » de la communauté, un geste perçu comme une

atteinte au protocole traditionnel. Le Premier ministre des Tuvalu, Willie Telavie, a fait appliquer la loi relative à l'ordre public pour cause de menaces présumées à l'encontre du Ministre des Finances Metia dans une lettre provenant de sa circonscription de Nukufetau. Le Premier ministre a déclaré qu'un groupe avait lancé un ultimatum à Métia, exigeant sa démission immédiate. Il semblerait que d'après la lettre, le groupe était prêt à tout pour le faire partir. Selon Telavi des rumeurs circulaient également sur de possibles mises à feu de bâtiments.

Le même jour (12 janvier), le *Te Mataili*, le navire armé de la Garde côtière était déployé dans le lagon Funatuti près de la demeure du Gouverneur et de celle du Premier ministre de Tuvalu. On ne sait pas pourquoi le navire s'était rapproché. Cependant, sa présence et le fait que certains membres du personnel étaient peut-être armés ont suscité des craintes et des inquiétudes profondes chez la population car un tel événement ne s'était jamais produit dans l'histoire pacifique des Tuvalu.ⁱⁱ Plus tard, l'opposition a soulevé cette affaire au Parlement. Le gouvernement a alors démenti avoir déployé du personnel armé.

Les événements conduisant à cette action ont débuté à la mi-décembre 2010 avec le vote de défiance au budget prévisionnel du gouvernement de Maatia Toafa formé trois mois auparavant lors d'élections nationales. Trois membres du gouvernement Toafa ont changé de camp et rejoint l'opposition. Parmi eux se trouvait Willy Telavi qui est alors devenu Premier ministre. La communauté Nukufetau n'avait pas apprécié que M. Lotoala Metia, l'un de ses deux membres élus, ait rejoint le gouvernement Telavi.

Selon le *Pacific Freedom Forum*, un groupe de défense de la presse régionale, cette première application de la loi pour interdire des rassemblements publics pendant quatorze jours allait affecter profondément la liberté d'expression dans le pays.ⁱⁱⁱ

Le réchauffement climatique

Après une pluviométrie bien en dessous de la moyenne pendant des mois, l'état d'urgence a été déclaré aux Tuvalu en septembre. Les prévisions de sécheresse plus accrue à cause du réchauffement climatique se voyaient confirmer. Funafuti et Nukulaelae, deux des neuf îles des Tuvalu, ont été les plus touchées. La plupart des foyers sur ces îles n'avait plus d'eau ou était très peu alimentée ; d'autres dépendaient d'une ration du gouvernement de deux seaux d'eau fraîche par jour et par famille. L'agriculture a également été fortement touchée.

L'eau souterraine, l'eau de pluie, l'eau en bouteille ou encore l'eau de mer dessalée constituent des sources d'eau fraîche aux Tuvalu. L'eau souterraine est contaminée par les déchets urbains ou saumâtre et donc impropre à la consommation. Sur les cinq usines de dessalement existantes aux Tuvalu, quatre n'étaient pas en activité pendant la sécheresse en raison de l'absence de moyens pour les réparer. Les foyers ont dû ainsi dépendre de l'eau de pluie collectée dans des réservoirs d'eau. L'année précédant la sécheresse, un projet d'aide australien a fourni et installé 607 cuves d'eau, et aurait de ce fait contribué à améliorer l'accès à l'eau potable pour 85 % de la population de Funafuti. Cependant, l'année 2011 a été une année de grandes difficultés. En septembre, des équipes d'Australie, de Nouvelle Zélande, de la Croix Rouge ont acheminé des équipements d'urgence de dessalement, des désinfectants pour les mains et des cuves

d'eau afin de répondre à la pénurie d'eau à court terme. Une crise sanitaire majeure a ainsi pu être évitée. Des questions demeurent toutefois quant à la pertinence des matériaux de dessalement sur le long terme, sur l'efficacité et le maintien des systèmes de récupération individuels et sur la sécurité alimentaire.^{iv}

En ce qui concerne le réchauffement climatique, on peut par ailleurs noter des avancées politiques en 2011. Les communautés ont été consultées afin de mettre en place un programme national qui doit être adopté au Parlement début 2012. Ce programme suscite beaucoup d'espoir quant à la reconnaissance et à la protection des terres traditionnelles mais également des droits de pêche et des droits culturels tous menacés par le réchauffement climatique. Moins optimistes, les propos de Tafue Lasuma, le chef de la délégation de la société civile des Tuvalu lors des négociations sur le réchauffement climatique à Durban :

Je suis particulièrement déçu de cette convention. On ne ressent aucun sentiment d'urgence dans les négociations. Le problème est traité selon les mandats politiques et les intérêts de chacun et non pas en fonction de l'urgence (de la gravité de la situation) ou d'une véritable inquiétude pour le bien-être de la Terre-mère et de ceux qui sont les plus vulnérables.^v

Les nouveaux modèles féminins

Les femmes aux Tuvalu ont pris leur place dans le monde professionnel et dans l'arène politique traditionnellement dominés par les hommes. En août 2011, pour la deuxième fois de son histoire une femme était élue au Parlement des Tuvalu. Après des élections de mi-mandat à Nui, Pelenike Isaia, l'épouse de Isaia Itaeli, a remporté le siège laissé vacant par son mari à sa mort. Autre avancée majeure, l'Institut de formation de la Marine des Tuvalu a accepté sa première élève-officier, un espoir pour les femmes de voir ce secteur traditionnellement réservé aux hommes plus accessible. Cette élève-officier de même que la première femme pilote de l'air des Tuvalu offrent de nouveaux modèles de référence aux jeunes femmes des Tuvalu.

Notes

ⁱ http://www.nzherald.co.nz/pacific-islands/news/article.cfm?l_id=10&objectid=1000235

ⁱⁱ <http://www.tuvalu-islands.com/news/archives/2011/2011-01-13.html>

ⁱⁱⁱ <http://www.pacificfreedomforum.org/2011/01/more-dialogue-discussions-needed-for.html>

^{iv} Twenty-fifth Annual Report of the Tuvalu Trust Fund Advisory Committee, TTFAC Secretariat, 2011

^v Tafue Lusama et son point de vue Tuvalu sur la Conférence de Durban, Pacific Calling Partnership Mailing List pacific.calling.au@erc.org.au

*Carol Farbotko est chercheur-associé à l'Université de Wollongong (Australie).
Taukiei Kitara est membre de l'ONG Tuvalu Climate Action Network.*

Source : IWGI The Indigenous World 2012
Traduction par Isabelle Auguste
membre du réseau des experts du GITPA pour le Pacifique

